Volume 16 Issue 7
Originally issued as E1

Global Journal of human-social science: E Economics
Volume 16 Issue 1 Version 1.0 Year 2016
Type: Double Blind Peer Reviewed International Research Journal
Publisher: Global Journals Inc. (USA)
Online ISSN: 2249-460X & Print ISSN: 0975-587X

Risque D'instabilité Socio-Politique Et Attractivité Des Investissements Directs Etrangers (IDE) Au Cameroun

By Marcel René Gouenet
Universite de Maroua Cameroun, Cameroon

Résumé- Ce papier prolonge la réflexion sur l'environnement des affaires et des investissements qui reste un déterminant majeur de la qualité et de la quantité des Investissements Directs Etrangers (IDE) en destination d'un pays. Le risque d'instabilité socio-politique crée un environnement défavorable et représente alors un facteur de risque pour l'investissement privé en général et pour l'IDE en particulier. La faible attractivité des pays de l'Afrique Subsaharienne pour les capitaux étrangers et la coexistence des facteurs de risque pour l'instabilité socio-politique tels que les foyers de guerres civiles, des coups d'Etats et des troubles civiles divers nous a conduit dans le contexte spécifique du Cameroun à évaluer la relation entre le risque d'instabilité socio-politique et les flux entrants d'IDE.

Mots Clés: risque d'instabilité socio-politique, faible attractivité, flux d'investissement direct etranger, facteur de risque, l'environnement des affaires et de l'investissement.

GJHSS-E Classification : FOR Code: 910109, 720199



Strictly as per the compliance and regulations of:

© 2016. Marcel René Gouenet. This is a research/review paper, distributed under the terms of the Creative Commons Attribution-Noncommercial 3.0 Unported License http://creativecommons.org/licenses/by-nc/3.0/), permitting all non-commercial use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

Risque D'instabilité Socio-Politique Et Attractivité Des Investissements Directs Etrangers (IDE) Au Cameroun

Marcel René Gouenet

Résumé- **Ce papier prolonge la réflexion sur l'environnement des affaires et des investissements qui reste un déterminant majeur de la qualité et de la quantité des Investissements Directs Etrangers (IDE) en destination d'un pays. Le risque d'instabilité socio-politique crée un environnement défavorable et représente alors un facteur de risque pour l'investissement privé en général et pour l'IDE en particulier. La faible attractivité des pays de l'Afrique Subsaharienne pour les capitaux étrangers et la coexistence des facteurs de risque pour l'instabilité socio-politique tels que les foyers de guerres civiles, des coups d'Etats et des troubles civiles divers nous a conduit dans le contexte spécifique du Cameroun à évaluer la relation entre le risque d'instabilité socio-politique et les flux entrants d'IDE.**

Mots Clés: risque d'instabilité socio-politique, faible attractivité, flux d'investissement direct etranger, facteur de risque, l'environnement des affaires et de l'investissement.

Abstract- **This paper prolongs the reflection on the business and investment environment which remains the major determinant of the quality and quantity of Foreign Direct Investment (FDI) destined for a country. Socio-political instability risk creates an unfavourable environment and represents a risk for the private investment in general and for FDI in particular. The unattractive nature of sub-Saharan African countries for foreign investors and the co-existence of socio-political instability factors such as civil wars, "coups d'états", and different civil problems have pushed to use specific context of Cameroon to evaluate the relation between socio-political instability risk and the influx of FDI.**

Keywords: socio-political instability risk, unattractive, foreign direct investment flows, factor of risk, business and investment environment.

I. Introduction

Par rapport à certains pays africains, le Cameroun n'a pas connu heureusement les cas d'instabilités socio-politique extrêmes à l'exemple de la guerre civile, mais il a traversé tout de même depuis son indépendance d'importantes situations de risque d'instabilité politique ainsi que des crises économiques qui intègrent les facteurs explicatifs du climat des affaires et des investissements[1]. Il s'agit entre autre: *des mouvements de révoltes menés par les leaders de l'UPC dans les années d'indépendance, la crise de succession à la tête de l'Etat en 1982 qui aboutit au coup d'Etat manqué du 6 avril 1984, la transition démocratique 1990-1992 avec ses crises de « villes mortes » et « la désobéissance civile », les conflits frontaliers et les protestations électorales* (Gouenet 2009). Ces événements ont particulièrement marqués l'environnement des affaires et de l'investissement dans les décennies 80 et 90, et pourraient également contribuer à l'explication de la volatilité du flux d'Investissements Directs Etrangers (IDE)[2].

a) Contexte et quelques éléments constitutifs du climat des affaires camerounais

L'instabilité politique dans la littérature économique recouvre des événements très divers tels que les meurtres politiques, les coups d'Etat, les révolutions ou les guerres (Abessolo 2004). Tous ces facteurs engendrent l'insécurité qui entrave les perspectives d'investissement requérant un amortissement sur une longue période. FOSU (1992) définit l'instabilité politique comme le changement de pouvoir politique par la violence et aussi les changements respectant des formes légales. Mais cette définition qui ne prend pas en comte toutes les formes d'instabilité socio-politique reste quelque peu réductrice. D'une façon plus large, l'instabilité socio-politique se présente sous trois formes (Gupta 1991): *l'instabilité d'élite ou de l'exécutif* qui englobe, les coups d'Etat, les changements et crises de gouvernement; *l'instabilité de masse* qui correspond aux mouvements sociaux tels que les grèves, les manifestations ou les émeutes; enfin *l'instabilité armée ou violente* prenant en compte la guerre civile et les guérillas, et toute action

Author: PhD en Économie, Enseignant-Chercheur à la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de l'Université de Maroua-Cameroun. Maroua. e-mail: mrgouenet@yahoo.fr

[1] L'environnement où le climat des affaires est souvent défini comme une série de contraintes qui empêchent la productivité des entreprises d'une économie d'être aussi élevée qu'elle ne serait autrement (Carlin et Seabright 2008).

[2] Dans la même lignée que les travaux de Krugman et Obstfeld (2000), les Investissements Directs étrangers (IDE) sont considérés comme étant des flux internationaux de capitaux allant d'une société mère d'un pays vers une filiale crée par cette dernière dans un autre pays, ou qui permettent à la société mère d'obtenir une participation majoritaire dans une société étrangère.

© 2016 Global Journals Inc. (US)

politique violente. Pour le contexte du Cameroun, l'instabilité socio-politique est associée à des facteurs spécifiques biens identifiés.

Le pays a connu depuis les indépendances des moments tumultueux qui peuvent être classés parmi les facteurs d'instabilité socio-politique épousant la conception de Gupta (Gouenet 2009):

- Les mouvements de révolte pour l'indépendance menés depuis 1955 par l'Union des Populations du Cameroun (UPC) et qui se sont poursuivis après les indépendances (1960-1970) sous l'appellation de « Maquis ».
- La crise de succession de 1982-1984 qualifiée de « bicéphalisme » à la tête de la magistrature suprême, qui aboutit au coup d'Etat manqué du 6 avril 1984[3].
- La transition démocratique difficile de 1990-1992 ponctuée par les mouvements de « villes mortes », la désobéissance civile, l'incivisme fiscal et les pertes en vie humaine.
- Le conflit frontalier qui a opposé le Cameroun au Nigeria dans la péninsule de Bakassi depuis 1993 et qui aboutit en 1996 à des affrontements ouverts des troupes en concentration sur ce site[4], suivi des pertes en vie humaine et des prisonniers de guerre de part et d'autre.
- Les années électorales (1992, 1997 et 2002) ayant été marquées par diverses protestations avec notamment des mots d'ordre de boycott, des soupçons de fraude et des contestations de résultats ont également fait peser une incertitude sur la stabilité politique et économique.

Les causes[5] les plus plausibles de l'instabilité socio-politique sont très complexes. Une étude consacrée sur ce sujet met l'accent sur des déterminismes d'ordre culturel opposant certains groupes sociaux (Véron 2008). Toutefois, ces causes sont latentes dans nombre de pays en développement et notamment là où la construction nationale est la plus récente comme en Afrique Centrale. C'est effectivement le cas pour les velléités sécessionnistes observées dans les provinces anglophones au Cameroun et qui traduisent l'une des manifestations explicites du « problème anglophone »[6].

Dans d'autres circonstances, ce sont plutôt les inégalités socio-économiques entre ethnies qui ont été à l'origine de nombreux conflits. La colonisation a contribué cependant à accentuer ces inégalités en Afrique en accordant plus de privilèges à certaines tribus pour l'accès et la gestion des ressources[7]. Ces traitements de faveur ont souvent créé des sentiments d'injustice sociale (injustice socio-économique[8], l'inégalité d'accès au pouvoir politique comme le confirment les études d'Alesina et al. (1996))[9]. Collier (2008) le confirme cela lorsqu'il souligne que ces inégalités engendrent de la haine et de la révolte qui rendent difficile la construction des Etat-Nation en Afrique[10]. Le conflit frontalier ayant opposé le Cameroun au Nigéria sur la péninsule de Bakassi s'inscrit également dans la logique coloniale, dans la mesure où cette colonisation a redéfini certaines frontières qui font l'objet des conflits actuels.

Par contre, les tentatives de coup d'Etat, les revendications démocratiques, les protestations et les contentieux électoraux répétitifs observées aussi au Cameroun sont les indicateurs d'une réelle crise de démocratie participative. Zelao (2000) dans son argumentation sur la question montre que les mouvements d'humeurs dans les rues en Afrique, les rebellions contre les pouvoirs politiques traduisent le plus souvent une faiblesse des institutions politiques et un déficit de démocratie, et en l'absence d'une

[3] Le bilan officiel de ce coup d'Etat manqué sera de 70 morts, 52 blessés, 1053 putschistes faits prisonniers et 265 gendarmes disparus (Belome Essono 2008).

[4] Le 21 décembre 1993, les troupes nigérianes infiltrent le territoire camerounais et occupent les Îles camerounaise dans la presqu'île de Bakassi (avec pour alibi de protéger les ressortissants nigérians victimes des menaces de gendarmes camerounais). Le 21 janvier 94, elles entrent à l'intérieur du territoire, dans les localités de Kombo, Bedimo, Inokoi, Diamond, Jabane I et II. En février elles occupent Akwa, Archibong et attaquent Janéa avant d'être repoussées (voir Belome Essono 2008). Le Cameroun va saisir la Cour Internationale de Justice de la Haye du 24 mars au 06 juin 94 pour un règlement pacifique de ce conflit.

[5] En approfondissant la réflexion sur les origines de cette instabilité socio-politique, cela permet au terme de cette étude de mieux formuler les recommandations de politique économique pour l'amélioration du climat des affaires et de l'investissement.

[6] Avec la libéralisation politique, certaines élites anglophones vont protester contre l'assujettissement de la partie anglophone tout en réclamant le retour au fédéralisme. C'est dans ce cadre que Me Fongum Gordji Dinka attise des idées radicales. Il est ainsi partisan de la sécession des deux provinces anglophones et de la création de la République d'Ambazonia. Ces idées deviennent le terreau de la contestation parmi les étudiants et fonctionnaires anglophones durant la période de la transition démocratique au Cameroun entre 1990-1992.

[7] La politique d'équilibre régionale appliquée au Cameroun a été pensée dans le but de corriger ces genres d'inégalités.

[8] Les travaux d'Alesina et Perotti (1996) cherchent à caractériser l'effet de la distribution des revenus sur l'investissement via le canal de l'instabilité politique. Les auteurs formulent l'hypothèse selon laquelle les inégalités de revenu, en faisant croître le mécontentement social, augmentent le risque de révolutions et / ou de coups d'Etat. Ils aboutissent à la conclusion que moins d'inégalités (une classe moyenne de taille importante) réduit l'instabilité socio-politique.

[9] La présence des ressources naturelles exploitables en période de conflit accroît le risque de guerre impliquant les ethnies (Collier 2005), d'où l'expression de la « *malédiction du pétrole* » employée pour qualifier la situation de guerre civile qui a caractérisé certains pays africains dotés cette ressource naturelle.

[10] Azam et Hoeffler (2002) montre que le gouvernement dans la plupart des cas de rébellions mettant en cause la répartition des ressources, se trouve confronté à un arbitrage entre une promesse de transfert de plus important de ressources ou l'accroissement des dépenses militaires afin de prévenir la rébellion.

© 2016 Global Journals Inc. (US)

possibilité d'alternance politique, certains acteurs de la scène politique contestent (*à leur façon)* les règles légales pour la conquête du pouvoir.

Toutefois, quelque soit son origine, l'instabilité socio-politique génère des pertes pour l'économie, et l'IDE est souvent cité dans certains conflits à caractères xénophobes comme une cible principale. Pour ces mobiles et bien d'autres, les entreprises installées dans les pays instables sont parfois obligées d'engager des dépenses supplémentaires pour assurer leur sécurité.

A partir du truisme selon lequel *« les affaires n'aiment pas les bruits »*, le manque à gagner dans le domaine des affaires et surtout des investissements au cours des périodes d'instabilité socio-politique au Cameroun devient aisé à établir. Par exemple, le coût des «villes mortes » conjugué à la baisse des activités a provoqué une perte de 18,75 milliards en trois mois, soit en moyenne 6,25 milliards par mois pour l'exécution du budget de 1991-1992. Certaines entreprises commerciales à l'instar de Monoprix décidèrent de se retirer d'un tel contexte d'insécurité, comme l'avaient fait les banques d'affaires américaines telles que Boston Bank et la Chase Manhattan Bank lors de la crise économique de 1986-1987. L'incertitude dans le jeu politique était de nature à faire retarder les décisions d'investissement en stimulant les comportements de «*wait and see*». Pour apprécier le climat des affaires au cours de la période 1975-1996, Owona Nguini (1996) montrait que *« la construction identitaire d'un entrepreneuriat professionnel au Cameroun reste difficile d'autant plus que les hommes d'affaires sont comme les « politiciens entrepreneurs » ou les « politiciens investisseurs » obligés d'opérer des placements politiques pour préserver leurs activités ».*

La croissance tendancielle du PIB entre 1975 et 1986, avec une moyenne annuelle estimée en terme réel entre 6 et 7 %, va être interrompue avec la crise économique de 1986 (Bekolo-Ebe 1986). C'est alors dans un contexte favorable à l'économie qu'il y a eu la crise de succession présidentielle de 1982 à 1984. Mais l'impact de cette crise politique sur l'économie n'a pas encore été évalué. La croissance économique de cette période a pourtant stimulée le développement de l'entrepreneuriat industriel et la hausse du taux d'investissement qui passera de 21 % en 1979-1980 à 24 % en 1986-1987 (Gankou, 1985). La croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) du pays amorce sa chute à partir de 1987 avec un taux moyen négatif de -4,33% en terme réel jusqu'en 1991-1992. L'investissement total connut une baisse considérable et ne représentait que 16, 5% du PIB en 1990.

Face à la crise économique les autorités seront amenées à adhérer aux Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) en 1988 sous la conduite du Fond Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (Kamgnia et Touna, 2002). C'est en effet sous les conditions d'ajustement de l'économie qu'a eu lieu la transition démocratique de 1990 à 1992, avec les crises de *« villes mortes »* et la désobéissance qui ont contribué fortement à la dégradation de la paix civile. Certains responsables de parti politique vont au cours de cette crise émettre des mauvais signaux pour l'environnement des affaires, en faisant circuler des tracts pour le *« boycott des produits français »*. Cette alerte pouvait créer une réelle psychose chez les partenaires français qui sont habituellement cités parmi les plus grands investisseurs au Cameroun. Du fait de l'instabilité socio-politique, les capacités internes de financement de l'investissement seront fragilisées de façon significative par la chute de l'épargne intérieure qui ne représentera entre 1992 et 1993 que 40 % de son montant de 1986-1987 (Nguini Owana, 1996). D'autres événements d'envergure non négligeable tels que la baisse des salaires des fonctionnaires en 1993, la dévaluation du franc CFA en 1994 et la tenue des élections présidentielles sous les multiples contestations fondent les facteurs explicatifs de l'environnement des affaires et de l'investissement camerounais. Ce climat socio-politique pourrait également expliquer la faible attractivité du pays pour les IDE.

b) Contexte théorique et problématique de l'attractivité des IDE

Bien que l'on ne maîtrise pas de façon exhaustive les facteurs qui déterminent les écarts de performance économique entre les sociétés, au cours des deux dernières décennies, l'essor économique spectaculaire de la Chine et de l'Inde grâce aux flux entrant d'IDE a changé quelque peu la perception des pays d'Afrique Subsaharienne, qui, par le passé voyaient plutôt en cette forme d'investissement une sorte de politique néocoloniale (Ngouhouo 2008). L'IDE est aujourd'hui au cœur des stratégies de développement car il représente à la fois une source d'emploi et une opportunité pour impulser une dynamique du développement[11]. Dans le contexte de mondialisation, la libéralisation des économies, le processus de privatisation engagé dans les pays émergents, ainsi que la volonté des entreprises de bénéficier de ce nouveau contexte international ont suscité une forte croissance des IDE à destination des ces pays émergents (Djaowe 2009). C'est dans cette optique que le Cameroun fait appel aux capitaux étrangers dans le cadre des privatisations engagées dans les PAS. Toutefois, le flux à destination des pays africains en général et du Cameroun en particulier reste

[11] Plusieurs travaux portant sur l'influence de l'investissement direct étranger sur le développement montrent ainsi que les flux d'IDE dans les pays pauvres aident à promouvoir la croissance économique, ils facilitent le transfère technologique à travers l'accroissement du niveau de connaissance et de la productivité des travailleurs, ils permettent une amélioration de la compétitivité et une augmentation des exportations (Borensztein et al. 1998, Esso 2005).

© 2016 Global Journals Inc. (US)

marginal. En 2003 par exemple, le volume d'IDE entrant s'élevait à 215 millions de dollars et ne représentait que 1, 43% du flux en destination de l'Afrique (Effa Fouda, 2005).

La littérature économique ne converge pas toujours en ce qui concerne l'analyse des déterminants de l'IDE. La décision pour l'implantation d'une firme dans un autre pays est fonction de la stratégie et des facteurs internes à la firme, mais aussi et surtout fonction des facteurs relatifs au pays d'accueil[12]. De nombreux auteurs ont mis en exergue l'importance des facteurs externes au pays qui accueil les capitaux privés (Calvo (1996), Kim (2000), Ferrucci et al. (2004)). Parallèlement à cette approche, un plus grand nombre d'études s'accordent quant à elles sur le rôle dominant des facteurs internes dans l'explication des entrées de capitaux privés (Root et Ahmed (1979), Gastanga et al. (1998), Asiedu (2002)). A propos, Dunning (2001) soutient que les firmes multinationales vont s'installer là où les avantages spécifiques maximisent leurs intérêts. Il énumère entre autre la taille du marché, le régime fiscal qui permet de réduire les coûts d'implantation de la firme, ou encore la qualité des institutions. En ce qui concerne les facteurs spécifiques à la firme, on note entre autres les économies d'échelles, la présence d'actifs intangibles spécifiques à la firme comme la technologie de production ou des savoir-faire managériaux.

Les entreprises multinationales vont choisir de s'installer dans un autre pays par exemple pour minimiser leurs coûts de production. Ainsi, un pays est d'autant plus attractif pour les IDE quand il dispose des infrastructures de qualité, des ressources humaines compétentes, un cadre macroéconomique stable et d'un contexte socio-politique aussi stable. Pour ce qui est du dernier critère, l'absence de mécanisme de gouvernance mondiale empêche la fourniture de sécurité internationale et augmente l'incertitude dans les transactions internationales (Garfinkel et al. 2008). Dans un pays où tous les autres facteurs sont favorables aux IDE, le niveau de l'instabilité socio-politique peut se révéler très persuasif ou dissuasif pour la décision d'entreprendre une activité économique (Vickard 2008), d'autant plus que la stabilité politique détermine à la fois la sécurité et la rentabilité des projets d'investissement.

Sachs et Sievers (1998) constatent, dans une enquête sur les sociétés d'appartenance étrangère en Afrique, que le plus grand souci des propriétaires d'entreprise est la stabilité, aussi bien politique que macroéconomique. Dans une analyse empirique du développement social et politique de l'investissement étranger en Afrique, Kolstad et Tondel (2002) réalisent que les pays qui sont moins risqués attirent plus d'IDE par habitant. Ades et Chua (1997) relèvent que les conflits sociaux, les manifestations et les grèves, dès lors qu'ils entraînent un arrêt prolongé du travail et de la production, sont susceptibles d'avoir des incidences sur les partenaires économiques et commerciaux des pays instables. L'Afrique est un continent malheureusement très instable comme le montre Hugon (2003). Il constate en effet que, entre 1970 et 2002 le continent a connu 35 guerres dont une majorité de conflits internes. En outre, en 2003, 20 % de la population africaine et 15 pays étaient concernés par la guerre. La prime de risque pour l'implantation de l'IDE dans ces pays relativement instables devient aussi relativement plus élevée.

Collier et al. (2003) soulignent à propos que *la guerre civile entraîne une diminution de la production nationale en détruisant les infrastructures et le capital physique, mais également en détournant les ressources vers le secteur non productif comme des dépenses militaires*. Elle provoque aussi dans les ménages une perte de leur patrimoine, voire la destruction et la transformation du capital social (Colletta et Cullen 2000, Collier et al. 2003). En mesurant l'instabilité politique par la durée au pouvoir, Omgba (2007) trouve un effet négatif sur le flux d'investissement de portefeuille à destination de certains pays africains. Etant donné que les IDE représentent des flux à court terme, ils sont pourtant très sensibles aux mouvements d'instabilités socio-politiques qui caractérisent ces régimes politiques[13].

Le Cameroun, comme la plupart des pays africains, a mis en place des dispositifs incitatifs dans le cadre du « code des investissements », mais jusque là le pays n'attire pas particulièrement les IDE. Pourtant un faible niveau de l'investissement local devrait être compensé par le flux d'IDE afin de permettre de stimuler la croissance économique. C'est le lieu pour cette recherche d'apporter un éclairage sur la question centrale suivante: *face aux situations de risque d'instabilité socio-politique identifiées, comment se comportent les flux d'IDE à destination du Cameroun?*

L'intérêt de cette étude repose sur une nécessité de prendre en considération le risque d'instabilité socio-politique dans l'élaboration des stratégies pour l'amélioration du climat des affaires, l'attractivité des IDE et la relance de la croissance au Cameroun en particulier et dans la sous-région Afrique

[12] La nature des IDE impose l'existence d'un système de télécommunication efficient, d'un système de transport de qualité et des infrastructures de formation pouvant produire des cadres avec un grand niveau de compétence. Les unités de production des firmes multinationales utilisent très souvent de techniques modernes et ils sont aussi très souvent à la recherche des collaborateurs et partenaires compétents. Les critères de la gouvernance politique complètent ces exigences selon l'OCDE (2002).

[13] Pour illustrer la contribution marginale à la globalisation financière en matière des capitaux privés, Nkendah (2007) a montré que l'Afrique Subsaharienne dans les décennies 80 et 90, a connu plutôt un phénomène de dégradation en ce qui concerne les flux d'IDE.

© 2016 Global Journals Inc. (US)

Subsaharienne en général. La maîtrise des déterminants de l'attractivité des IDE au Cameroun reste alors un impératif pour définir les politiques de développement adaptées à ce pays. L'intégration d'un indicateur de risque pour les IDE à partir des variables de l'instabilité politique est une contribution à l'explication *« du piège du sous-développement »*.

L'argumentaire ici propose de présenter tour à tour le cadre méthodologique *(2.1),* l'analyse statistique de l'évolution des IDE *(2.2),* puis des résultats auxquels l'évaluation économétrique permet d'aboutir *(2.3).*

II. Méthodologie et Données

L'approche méthodologique s'appuie sur une collecte des données primaires et secondaires, permettant d'effectuer les analyses statistiques et économétriques sur l'évolution des flux entrants de l'IDE au Cameroun pour la période 1960-2002. Il est question d'observer le comportement de l'IDE plus particulièrement dans des années de risque d'instabilité socio-politique. En effet, les données secondaires exploitées proviennent:

- de la statistique financière internationale de la Banque mondiale;
- des rapports annuels et statistiques de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale et de la CNUCED;
- des institutions de droit de l'homme (comme Armisti International, la Croix Rouge Internationale etc.).

Ces statistiques des Institutions Internationaux ont été renforcées par l'exploitation des données issues d'une enquête menée auprès d'un échantillon de 50 chefs d'entreprises du secteur privé de la capitale économique Douala en 2009. Cette enquête locale était aussi très importante dans la mesure où elle dresse un rapport subjectif des dirigeants d'entreprise sur les paramètres de risque de l'instabilité socio-politique. Cette analyse statistique qui explore à la fois les données primaires et secondaires permet d'établir un jugement plus réaliste sur le comportement de l'IDE en situation d'instabilité socio-politique.

a) Modèle économétrique et tests de validité

Le cadre méthodologie fait également recours à une analyse économétrique qui intègre un indicateur d'instabilité socio-politique dans les déterminants de l'IDE. Cette approche formalisée s'inspire des travaux de Serven (1996) et repose en partie sur le « résidu de Solow ». Contrairement à Serven qui estime une variable « guerre » dans l'équation de déterminants de l'investissement, ce travail va introduire un indice d'« risque » calculé à partir des composantes de l'instabilité socio-politique que nous avons défini plus haut pour le cas du Cameroun.

i. *Equation et les variables du modèle à estimés*

Considérons une économie dotée d'une fonction de production relativement simple, à l'instar de celle de Mankiw (2002) dans son exposé sur la croissance.

$$Y_t = A_t K_t^{\alpha} L_t^{1-\alpha} \quad (1)$$

Avec $\alpha < 1$; Y_t étant le revenu à la date *t*; K_t le capital à la date *t*; L_t la quantité de travail disponible à la date *t* et A_t un paramètre technologique.

En appliquant l'opérateur logarithme à l'équation (1) pour la linéairiser, on aura:

$$LogY_t = LogA_t + \alpha LogK_t + (1-\alpha)LogL_t \quad (2)$$

Introduisant l'opérateur de différence dans l'équation (2) pour faire ressortir le taux de croissance de l'économie, on obtient l'équation (3) ci-dessous.

$$g_t = a_t + \alpha * k_t + (1-\alpha) * n_t \quad (3)$$

Avec $\begin{cases} k_t = dLogK_t \\ n_t = dLogL_t \end{cases}$ et $\begin{cases} k_t = dLogK_t \\ n_t = dLogL_t \end{cases}$

Le terme a_t désigne la part de la croissance non expliquée par l'évolution du capital et du travail, ce paramètre que la littérature (Mankiw, 2002) appelle le *« résidu de solow »* est en réalité une variable composite qui regorge tous les autres paramètres non pris en compte dans le modèle. Comme ce résidu est plus élevé pour les estimations réalisées dans des économies africaines, les modèles ainsi élaborés n'expliquent pas parfaitement la réalité de ces pays. Pour corriger la performance du modèle, introduisons dans ce résidu les IDE et un indicateur de risque agrégeant les facteurs de l'instabilité socio-politique[14]. Dans cet ordre d'idées, on peut écrire:

$$a_t = \phi_1 \left(\frac{IDE}{Y} \right)_t + \phi_2 Risk_t + \varepsilon_t \quad (5)$$

où ε_t : terme d'erreur ; ϕ_i : paramètres i=1,2.

En introduisant (5) dans (3) on peut écrire:

$$g_t = f(k_t, n_t, (IDE/Y)_t, Risk_t)$$

f étant une fonction linéaire, on montre aisément à l'aide des propriétés de l'algèbre linéaire (Philipe Michel, 2002) qu'il existe une autre fonction linéaire h, telle que l'on peut écrire:

[14] Le risque politique est défini comme la probabilité que les décisions et événements politiques affectent l'environnement économique d'une manière négative pour que les investisseurs perdent contrôle sur leurs investissements (Akoli et al. 2005). En réalité, le risque politique couvre un large spectre allant des décisions politiques telles que les interdictions ou limitations de transferts de fonds, les limitations de transactions, les confiscations d'actifs étrangers, aux violences à fond politique telles que le terrorisme, la guérilla ou autres conflits armés.

© 2016 Global Journals Inc. (US)

$$\left(\frac{IDE}{Y}\right)_t = h(g_t, n_t, k_t, Risk_t)\,.$$

En effet, la forme économétrique de cette fonction nous donne l'équation (6) ci-après:

$$\left(\frac{IDE}{Y}\right)_t = \beta_0 + \beta_1 k_t + \beta_2 n_t + \beta_3 Risk_t + \beta_4 g_t + \upsilon_t \quad (6)$$

β_j : coefficient; υ_t : terme d'erreur.

Pour obtenir notre modèle final, l'équation (6) doit en également tenir compte d'autres variables qui expliquent mieux les IDE dans le contexte camerounais. On estimera finalement le modèle représenté par l'équation (7) suivante:

$$\left(\frac{IDE}{PIB}\right)_t = \alpha_0 + \alpha_1 CE_t + \alpha_2 DEPM_t + \alpha_3 PIB/tête_t + \alpha_4 Crce\ PIB_t + \alpha_5 RISK_t + \alpha_6 Dum_t + \alpha_7 (DETTE - ext)/PIB_t + \alpha_8 (Var - Terms - Ech)_t + \mu \quad (7)$$

Où: CE_t est le taux de crédit à l'économie à l'année t; $DEPM_t$ désigne les dépenses militaires à l'année t; $PIB/tête_t$ représente le Produit Intérieur Brut par tête à l'année t; $Crce\ PIB_t$ est le taux de croissance du PIB; $RISK_t$ est l'indicateur d'instabilité socio-politique enregistré à chaque année t; *Dum* est une variable muette mesurant l'effet de la dévaluation de 1994; $(DETTE\text{-}ext)/PIB_t$ est la dette extérieur en pourcentage du PIB; $Var\text{-}Terms\text{-}Ech_t$ représente la variation des termes de l'échange. les α_i sont les coefficients à estimer, $i = 1,2,\ldots,8$; μ est un bruit blanc; t est ici l'indice de temps.

L'indice composite de l'instabilité socio-politique garde une valeur qui est comprise entre 0 et 1 au cours de l'année, ce qui suppose respectivement une parfaite stabilité politique et une instabilité totale (ces deux extrêmes sont plutôt rares selon notre approche de calcul): c'est-à-dire que l'indice prend une valeur planchée qui est 0 en cas d'absence d'un facteur d'instabilité tel que spécifié dans le cadre de cette étude, 0,2 en cas de réalisation d'un seul de ce facteur, et lorsque plusieurs facteurs sont notés on fait une moyenne pondérée en affectant 0,2 à chaque facteur. Mais lorsque tous les facteurs d'instabilité sont combinés au courant d'une année, l'instabilité prend la valeur maximale qui est 1. C'est donc cet indicateur de risque d'instabilité socio-politique qui sera évalué dans la variable « risk » de notre modèle formalisé par l'équation (7). Avant de procéder à l'estimation de cette équation, plusieurs tests économétriques ont été effectués pour éviter d'aboutir à une régression fallacieuse.

ii. *Les tests de validité du modèle*

a. Le test de Dickey-Fuller Augmenté (ADF)

Ce test est bâtie sur l'hypothèse que les erreurs de notre modèle à estimé sont des bruits blancs. En suivant les procédés de ce test que nous ne présenterons pas ici pour des raisons de synthèse, il ressort que nos variables sont stationnaires à l'ordre 1.

b. Test de normalité des résidus

L'hypothèse de normalité des termes d'erreurs est primordiale dans la mise en œuvre et la validité d'un modèle de série temporelle comme le notre. En raison de sa simplicité, le test de Jarque-Bera est très souvent utilisé pour vérifier cette hypothèse. Les hypothèses de ce test sont les suivantes:

H_0: les résidus sont normaux;

H_1: les résidus ne suivent pas une loi normale.

La statistique du test quant à elle est la suivante:

$$JB = \frac{T-k}{6}\left[S^2 + \frac{1}{4}(K-3)^2\right]$$

Où: k = nombre de paramètres estimés

S = coefficient de skewness[15]

K = coefficient de kurtosis[16]

La règle de décision ici est l'acceptation de l'hypothèse de normalité lorsque la probabilité du test est supérieure au seuil considéré et son rejet dans le cas contraire. La mise en œuvre de ce test nous donne les résultats du tableau 5 ci-dessous:

Tableau 2 : Test de normalité des résidus

	Jarque-Bera	df	Prob.
Joint	17.88113	10	0.0570

Source: calcul auteur.

Ainsi donc, au seuil de 5 %, on accepte l'hypothèse de normalité des résidus de notre modèle de série temporelle.

c. Test Hétéroscédasticité des erreurs

En cas d'hétéroscédasticité avérée, les estimateurs obtenus à partir de la méthode d'estimation

[15] Dans le cas d'un test sur une série $(X_t)_{t=1,\ldots,T}$, le coefficient de skewness s'écrit : $S = \frac{\left[\frac{1}{T}\sum_{t=1}^{T}(X_t-\bar{X})^3\right]^2}{\left[\frac{1}{T}\sum_{t=1}^{T}(X_t-\bar{X})^2\right]^3}$

[16] Dans le cas d'un test sur une série $(X_t)_{t=1,\ldots,T}$, le coefficient de kurtosis s'écrit : $K = \frac{\frac{1}{T}\sum_{t=1}^{T}(X_t-\bar{X})^4}{\left[\frac{1}{T}\sum_{t=1}^{T}(X_t-\bar{X})^2\right]^2}$

© 2016 Global Journals Inc. (US)

des Moindres Carrés Ordinaires ne sont plus à variance minimale. Il existe un grand nombre de test d'hétéroscédasticité. Celui que nous utiliserons est le test de White (1980). Le test de White est fondé sur l'existence d'une relation entre les carrés du résidu d'un modèle et une (ou plusieurs) variable(s) explicative(s) à niveau ou au carré. Pour un modèle de la forme: $Y_t = a_1 + X_{1t} + X_{2t} + \cdots + X_{kt} + \epsilon_t$, il s'agit d'effectuer la régression suivante:

$$\hat{\epsilon}_t^2 = \beta_1 + \beta_2 X_{2t} + \cdots + \beta_k X_{kt} + \lambda_2 X_{2t}^2 + \lambda_3 X_{3t}^2 + \cdots + \lambda_k X_{kt}^2 + v_t$$

Si au moins un des coefficients de cette régression est significatif, alors on rejette l'hypothèse nulle d'homoscédasticité en faveur de l'hypothèse alternative d'hétéroscédasticité (Mignon et Lardic, 2002). En pratique, lorsque la probabilité du test est supérieure à un certain seuil considéré, on accepte l'homoscédasticité des résidus. Dans le cas contraire, les résidus sont hétéroscédastiques.

Dans notre cas, le test de White nous autorise à accepter l'hypothèse nulle d'homoscédasticité des erreurs du modèle au seuil de 5 %. En effet, comme l'illustre le tableau 6 ci-dessous, la probabilité du test est supérieure à 0, 05.

Tableau 3 : Test d'hétéroscédasticité des résidus

Chi-sq	df	Prob.
298.6035	330	0.8920

Source: calcul auteur

Cette série de tests nous autorise utiliser la Méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO) pour l'estimation de notre modèle. Cette analyse économétrique présente l'avantage d'apporter un éclairage sur la nature et le sens de la relation éventuelle entre le risque d'instabilité socio-politique et l'IDE. Avant de procéder à cette estimation nous présentons d'abord les statistiques qui établissent la sensibilité des flux d'IDE aux risques d'instabilité socio-politique.

b) Quelques résultats statistiques sur l'évolution de l'IDE

Alors que certains pays émergents qui étaient au même niveau de développement que ceux de l'Afrique Subsaharienne dans les années 60, tirent aujourd'hui une grande partie de la relation économique internationale, le continent africain n'est pas aussi assez attractif[17]. Avec 12% de la population mondiale, l'Afrique représentait seulement 1% du PIB mondial et de l'investissement international et 1, 8% des exportations mondiales en 2002[18]. La littérature ci-dessus présente l'instabilité socio-politique comme un déterminant de l'IDE. Alors que les PAS au Cameroun ont été mis en application pour favoriser le secteur de l'investissement privé dans un contexte de crise économique, les crises socio-politiques pouvaient conduire à un effet inverse, car l'étude de Touna Mama et Tsafack (2000) sur l'impact des PAS souligne plutôt une situation de « *désindustrialisation* ». Cette section propose (sur la base de nos données primaires et secondaire) une analyse du comportement de l'IDE dans ce contexte de la crise socio-politique et pose un diagnostique sur la perception par les investisseurs des effets de l'instabilité socio-politique sur leurs activités.

i. *Evolution du flux de l'IDE dans un contexte de crise socio-politique*

Au cours de la période 1970-1996, le plus gros de l'investissement direct étranger en Afrique subsaharienne est allé à un petit nombre de pays. Dans la course générale à ce type d'investissement, l'Afrique subsaharienne n'a cessé de perdre du terrain depuis les années 70. Parmi les pays qui recevaient des volumes considérables d'IDE, il y avait l'Afrique du Sud, le Botswana, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon et le Nigeria. Les flux d'IDE qui ont servis à financer le secteur des services en Afrique Subsaharienne sont allés principalement au tourisme, et en particulier au secteur hôtelier. Plusieurs grands projets agricoles en ont également bénéficié. Tel a été le cas de la culture de la banane au Cameroun.

Suivant les Données du CR-ROM de la Banque Mondiale 2009, un constat s'en dégage : l'IDE n'a pas pu soutenir le niveau de la Formation Brute du Capital Fixe (FBCF) au Cameroun. Le taux d'IDE a rarement atteint 10 % du PIB et sa moyenne est également négative entre 1987 et 1997. La dévaluation du Franc CFA et les programmes de privatisation n'ont pas permis d'inverser de façon significative. Même si la crise économique de 1987 explique partiellement cette situation, on peut bien établir un lien entre l'historique de l'instabilité politique et la volatilité des flux d'IDE au Cameroun.

A travers ces statistiques on peut observer que le flux d'IDE qu'a reçu le pays reste très faible (même s'il est positif) entre 1960 et 1969. A cette période, les révoltes du « maquis » sont toujours d'actualité. Le pique positif de 1970-1971 peut traduire une maîtrise de cette situation socio-politique par les autorités. Mais il faut préciser que les IDE de cette période vont en majorité dans le secteur du pétrole. L'année de la succession présidentielle de 1982 enregistre au contraire un taux d'investissement négatif (-4%). Le début de la crise économique coïncide avec la vague de revendications démocratiques au début de la décennie 90. Les grèves et les marches de protestation

[17] Le concept d'attractivité ici renvoie à la relative localisation des entreprises étrangères dans un pays plutôt que dans l'autre.

[18] *L'Etat du monde 2004*, La Découverte, Paris, pp. 59.

© 2016 Global Journals Inc. (US)

pour le multipartisme et l'organisation d'une conférence nationale ont paralysé l'activité pendant plus de 6 mois (Noumba, 2001) entre 1990 et 1993. Le conflit qui oppose le Cameroun au Nigeria au sujet de la péninsule de Bakassi éclatait ouvertement en 1993. On ne saurait oublier les élections de 1992, 1997 et 2002 avec les vagues de protestations.

Le taux moyen négatif de l'IDE entre 1990 et 1994 peut être expliqué par la combinaison de la crise économique avec ces crises socio-politiques. La reprise quoi que timide de l'IDE en 1996 confirme la baisse de ces tensions socio-politiques. Toutefois, la seule analyse statistique ne pourrait permettre d'établir une véritable causalité entre le comportement de l'IDE et crises politiques au Cameroun. L'analyse économétrique du paragraphe *(2.2.3)* permet ainsi d'apporter un éclairage sur l'impact de l'instabilité sur le flux d'IDE.

ii. *La perception par les investisseurs de l'effet de l'instabilité socio-politique sur leurs activités*

Les résultats de l'enquête que nous avons réalisée auprès de 50 entreprises privées dans la ville de Douala où les mouvements d'instabilité socio-politique camerounais y sont toujours amplifiés sont consignés dans le tableau ci-après.

Tableau 1 : Proportion des entreprises dont l'activité a été affectée par l'instabilité socio-politique

Type d'entreprise Formes de pertes enregistrées	Entreprises Industrielles	Entreprises Commerciales	Entreprises de services
Effectif des entreprises ayant déclaré des pertes directes liées à la destruction des leurs infrastructures, des investissements ou de leurs marchandises.	4	11	6
Effectif des entreprises ayant déclaré des pertes indirectes liées à l'arrêt des activités des fournisseurs ou des clients.	10	14	7
Effectif des entreprises ayant arrêté ou revu à la baisse la réalisation des investissements nouveaux à cause du risque d'instabilité socio-politique.	13	21	5

Source: résultats de l'enquête de l'auteur auprès des entreprises privées de Douala en octobre 2009.

Comme on peut le lire dans ce tableau, 42% des chefs d'entreprise interrogés déclarent avoir enregistré les pertes économiques liées directement à l'arrêt de leurs activités ou à la suite des actes de vandalisme touchant leurs infrastructures. Par contre, 62% d'entreprises ont été affecté plutôt de façon indirecte à travers les pertes de leurs fournisseurs et/ou clients, suite au blocage des circuits d'approvisionnement et de distribution par les troubles socio-politiques. 78% des entrepreneurs affirment n'avoir pas fait d'investissements nouveaux pendant les périodes d'instabilité socio-politique pour lesquelles ils ont été interrogés et essentiellement pour des motifs de sécurité. Une analyse de ces pertes par secteur d'activité montre que les entreprises commerciales ont été les plus affectées par les mouvements d'instabilité socio-politique (à 61%). Plus de la moitié (53%) des investisseurs d'origine étrangère qui ont été interrogés ont déclaré avoir prise en compte les facteurs de risque d'instabilité socio-politique dans leur décision d'implantation au Cameroun. Il faut noter cependant que, pour cet échantillon, 22 entreprises seulement sont d'origine étrangère.

Contrairement à certaines enquêtes faites dans d'autres cieux où le contexte socio-politique y était stable et qui montrent que l'environnement des affaires à favoriser l'activité des entreprises (Fries et al. 2004), notre enquête montre qu'au Cameroun le risque d'instabilité socio-politique (qui détermine l'environnement des affaires) a pénalisé l'activité privée et l'IDE[19].

c) *Résultats de l'évaluation économétrique*

Le tableau suivant présente le résultat des coefficients estimés de notre modèle économétrique (équation 7) avec leur niveau de significativité:

Tableau 4 : Coefficients des varibles estimees

Variables	Coefficients	Probabilités
Constante	-0,2397***	0,0004
Crce PIB	0,0631***	0,0051
CE	0,0486*	0,3481
PIB/tête	0,1043***	0,0011
DEPM	-0,1705***	0,0014
Var-Ter-Ech	0,0914	0,7425
RISK-PO	-0,0524**	0,0130
Dum	0,0483***	0,0007
DETTE-ext/PIB	-0,1048*	0,4517
R^2	0,6872	

Source: estimations auteur. Le symbole (*) signe attendu, (**) signe attendu et significatif à 10%, (***) signe attendu significatif à 5%.

[19] Les récents émeutes de février mars 2008 provoqués par « la vie chère » au Cameroun, au cours des quels les installations des sociétés comme Total-Cameroun, PMUC et bien d'autres ont été particulièrement endommagées par les grévistes, témoignent l'actualité de la thématique traitée par cette recherche.

© 2016 Global Journals Inc. (US)

En focalisant notre attention uniquement sur la variable du risque d'instabilité socio-politique qui était au centre d'intérêt de l'étude, ces résultats nous rapportent que, au même titre que les dépenses militaires, le risque d'instabilité socio-politique influence négativement le flux d'IDE en destination du Cameroun. Son coefficient estimé est négatif et significatif au seuil de 5%. Ainsi, une augmentation de 1% des facteurs de risque d'instabilité socio-politique réduit de plus de 5% les flux d'IDE. Ce qui valide la présomption que le risque d'instabilité socio-politique reste bien l'une des causes de la volatilité du flux entrant d'IDE, comme le révélaient déjà les différentes analyses statistiques.

Ces résultats confirment sur le plan empirique les études réalisées par Collier et al. (2003) qui, en s'appuyant sur les données fournies par l'Université de Michigan, montrent que 73% des pays les plus pauvres avaient récemment connu une situation d'instabilité socio-politique. C'est aujourd'hui une certitude que l'IDE favorise la création d'emploi, l'innovation technologique et pourrait même, sous certaines conditions, entrainer une amélioration du niveau de vie dans le pays d'accueil. Or nos résultats prouvent par contre que du fait des facteurs de risque d'instabilité socio-politique, la lutte contre la pauvreté au Cameroun n'a pas bénéficié d'une dynamique des flux entrants d'IDE.

III. Conclusion

Dans la théorie économique consacrée aux déterminants des IDE en direction des pays en développement, le risque d'instabilité socio-politique est un facteur souvent oublié. Pourtant, dans la réalité, elle spolie l'environnement des affaires et détourne les projets des investisseurs étrangers vers des pays Emergents et/ou moins instables. Alors que les résultats des analyses statistiques de cette étude mettent en relief la volatilité du flux d'IDE entrant dans les années marquées par lest facteurs de risque d'instabilité socio-politique, l'analyse économétrique confirme également l'impact négatif de notre indicateur de risque d'instabilité socio-politique sur l'IDE. Par ailleurs, les données issues de l'enquête auprès des entreprises montrent qu'au cours des épisodes marquées par les facteurs de risque d'instabilité socio-politique, les investisseurs ont effectivement enregistré des pertes économiques et que, pour des motifs de sécurité, plusieurs chefs d'entreprise n'ont pas effectué des investissements nouveaux.

En guise de recommandations de politique économique pour l'amélioration du climat des affaires et partant celui de l'IDE, les autorités se doivent *au plan politique* de renforcer le dialogue politique. Ils doivent à cet effet clarifier « les règles du jeu », notamment, en établissant la crédibilité du système électoral[20]. Dans le cadre de ses relations avec les pays voisins, la coopération internationale et la diplomatie doivent prévaloir en cas d'éclatement de conflit qu'on n'a pas pu éviter, dans l'optique de préserver l'environnement des affaires et les acquis du développement économique.

Au plan social, au lieu d'augmenter davantage le budget de la défense comme c'est souvent le cas, les décideurs politiques doivent faire des meilleurs arbitrages et entreprendre plus d'actions en faveur du développement des infrastructures, de l'accès à l'éducation, l'accès à la santé dans le but de renforcer le capital humain des populations démunies. Le développement des capacités individuelles évite qu'une grande partie de la population se retrouve en marge de la société et la création d'un environnement socio-politique favorable aux affaires permettent à la population bien formée, même aux couches les plus pauvres, de saisir les opportunités qui se présentent sur le marché du travail et dans l'entrepreneurial.

Au plan économique, il faut surtout mettre en œuvre de bonnes politiques de redistribution de la richesse nationale. La politique fiscale de l'Etat doit dans un tel contexte devenir un instrument pour corriger les inégalités et les injustices socio-économiques. En outre, avec des politiques économiques transparentes[21], les pouvoirs politiques afficheront leur volonté à stabiliser le climat politique et économique, et la volonté de sécuriser l'activité des investisseurs privés et étrangers[22]. En l'absence d'un système d'assurance privé qui couvre les pertes liées aux risques d'instabilité socio-politique pour les investisseurs, l'Etat doit prendre la une mesure incitative en donnant une garantie aux investisseurs de rembourser (même à une certaine proportion) les pertes éventuelles que pourraient engendrer les futurs mouvements socio-politiques.

Les résultats de cette étude et la littérature existante ne nous renseignent pas suffisamment sur la relation entre ces acteurs économiques que sont les entrepreneurs etrangers et l'origine des troubles socio-politiques. Cette lacune contribue à relancer la problématique sur l'IDE, les risques liés à l'insécurité et l'enjeu du développement en l'Afrique Subsaharienne. Cette problématique reste d'actualité d'autant plus que certaines entreprises multinationales ont été mises en cause dans le déclanchement des crises socio-politiques en Afrique Centrale (le cas d'une multinationale du pétrole au Congo). Une étude

[20] A titre d'exemple, l'Assemblée Nationale doit revoir les procédures de vote des lois qui fixent les règles du jeu politique du moins dans les domaines qui divisent très souvent les acteurs politiques afin de réduire la contestation systématique, les contentieux et les tensions pré et post-électorales.

[21] Notamment le respect et application du droit, la facilitation des procédures administratives, la transparence des marchés publics…

[22] Etant donné que le Cameroun a été cité plusieurs fois par l'ONG «Transparecy International » parmi les pays les plus corrompus au monde, une lutte permanente doit dans ce sens être menée contre cette corruption.

© 2016 Global Journals Inc. (US)

scientifique sur le rôle des entreprises multinationales dans la prévention et la résolution des conflits, en relation avec leur responsabilité sociale pourra nous édifier davantage sur le rôle de ces acteurs économiques dans le processus de développement au Cameroun.

References Références Referencias

1. *Abessolo Y. (2004):* « Instabilité politique et performances économiques: une évaluation du cas du Tchad ». Université de Yaoundé II.
2. *Ades, A., & Chua H.B. (1997).* "Thy Neighbor's Curse: Regional instability and economic growth". *Journal of Economic Growth*, Vol. 2, N° 3, pp. 279-304.
3. *Akoli J.K., Chrysostome E. et Sidibé H. (2005):* « La gestion du risque pays lié aux investissements directs étrangers dans les pays en voie de développement », *Perspective Afrique*. Vol. 1. N° 1, pp. 90-110.
4. *Alesina A. et Perotti R. (1996):* "Income distribution, political instability and investment" *European Economic Review,* Vol.40, pp. 1203-28.
5. *Asiedu E. (2003):* "Foreign direct investment to Africa : The role of government policy, governance and political instability", Working Paper, University of Kansas, United States.
6. *Azam, J. P. (1999):* "L'Etat autogéré en Afrique", *Revue d'Economie du Développement*, N° 4, pp. 3-19.
7. *Azam, J.-P. and Hoeffler, A.* (2002), "Violence against Civilians in Civil War: Looting or Terror? " *Journal of Peace Research*, Forthcoming.
8. *Bekolo-Ebe, B. (1986):* « Rétrospective d'une décennie de croissance de l'économie Camerounaise: 1975-1986 », *Revue Camerounaise de Management*.
9. *Belomo Essono P.C. (2008):* « L'ordre et la sécurité publics dans la construction de l'Etat du Cameroun », Thèse de Doctorat, Université Montesquieu-Bordeaux IV.
10. *Borensztein E., Gregorie J. et Lee J. (1998):* "How does foreign direct investment affect economic growth?" *Journal of International Economics*, Vol. 45, pp. 115-135.
11. *Calvo R.E. (1996): Multinational enterprise and economic analysis*, 2end Edition. Cambridge, Cambridge University Press.
12. *Carlin W. et Seabright P. (2008):* « Apportez-moi un rayon de soleil: quelles parties du climat des affaires les politiques publiques devraient-elles essayer de corriger? », *Revue d'Economie du Développement*, Vol. 22, p. 31-87. DOI: 10.3917/-edd.224.0031.
13. *Colletta, N. and Cullen M. (2000):* "Violent conflict and the transformation of social capital. Lessons from Cambodia, Rwanda, Guatemala and Somalia". Washington, D.C.: World Bank.
14. *Collier P., Elliott L., Hegre H., Hoeffler A., Reynal-Querol M et Sambanis N. (2003): Breaking the Conflict Trap: Civil Wars and Develpment Policy,* Oxford and Washington D.C.: Oxford University Press and The World Bank.
15. *Collier P. et Sambanis N. (2005):* "*Understanding Civil War", Vol. 2. Europe, Central Asia, and Other Regions: Evidence and Analysis,* Washington DC: The World Bank, 2005.
16. *Collier, P. (2007): The Bottom Billion. why the poorest countries are failing and what can be done about it,* Oxford University Press.
17. *Collier, P. (2008):* "International Political Economy: Some African Applications", *Journal of African Economies*, vol. 17: pp. 110-139.
18. *Djaowe J. (2009):* « Investissements Directs Etrangers (IDE) et gouvernance: les pays de la CEMAC sont-ils attractifs ? », *Revue Africaine de l'Intégration*, Vol. 3, N° 1.
19. *Dunning, J. H. (2001):* "The eclectic (OLI) paradigm of international production: past, present and future", *International Journal of Economics of Business*, Vol. 8, No. 2.
20. *Effa Fouda (2005):* « Le Rôle de l'Investissement Direct Etranger Dans le Renforcement des Capacités Scientifiques et Techniques des Pays en Développement » Ministère de la recherche Scientifique et de l'Innovation, Cameroun.
21. *Esso L.J. (2005):* « Investissements directs étrangers: déterminants et influence sur la croissance économique », CIRES, N° 117.
22. *Ferrucci G., Herzberg V., Soussa F., Taylor A. (2004):* "Understanding capital flows to emerging market economies", *Financial Stability Review*, June (16), pp. 89-97.
23. *Fosu, A.K. (1992):* "Political instability and economic growth: evidence from Sub-Saharan Africa", *Economic Development and Cultural Change*, Vol.40, pp. 829-841.
24. *Fries S., Lysenko T. et Polanec S. (2004):* « Environnement des affaires et performance de l'entreprise dans les économies en transition: enseignements tirés d'une enquête représentative », *Revue d'Economie du Développement*, Vol. 18, N°3, pp. 155-195.
25. *Gankou, J. M. (1985): L'Investissement dans les PVD. Cas du Cameroun*, Paris, Ed. Economica.
26. *Garfinkel, M. R., Skaperdas S. and Syropoulos, C. (2008):* "Guns and Butter: The Economic Causes and Consequences of Conflict", Hess, Gregory D, Cambridge, MA: MIT Press, chapter Globalization and Insecurity: Reviewing Some Basic Issues.
27. *Gastanaga, V., Jeffrey B., Nugent and Bistra P. (1998):* "Host country reforms and FDI inflows:

© 2016 Global Journals Inc. (US)

How much difference do they make?" *World Development*, Vol. 26, N° 7, pp. 1299-1314.
28. *Gouenet M-R. (2009):* « Instabilité socio-politique et niveau de l'investissement privé: une évaluation empirique du cas du Cameroun » *CAHIER DU CEDIMES*. Vol.3, N° 1.
29. *Gupta, D.K. (1991):* "On the Methodology of Constructing a Composite Indicator for Political Instability: A Cross-National Study", In Frantz, R., Singh, H., & Gerber, J. (eds.). *Handbook of Behavioral Economics*. JAI Press Inc., Vol. 2A, 151-178.
30. *Hugon P. (2003):* « Renouveau et évolution de l'économie du développement dans le contexte de la mondialisation » in Bekolo-Ebe, Touna; M, Fouda S. M. « *Dynamiques du développement* », Paris, Montchrestien, (199).
31. *Kamgnia Dia B. & Touna Mama (2002):* « le Comportement d'Investissement Privé au Cameroun: Un Resserrement de la contrainte Financière? » *Recherche et Développement, N° 003*, FSEG, Université de Yaoundé II.
32. *Kim Y. (2000),* "Causes of capital flows in developing countries", *Journal of International Money and Finance*, Vol.19, N°2, pp. 235-253.
33. *Kolstad I. and Tondel L. (2002):* "Social development and foreign direct investments in developing countries", *Milchensen Institute Report*.
34. *Krugman P-R. and Obstfeld M. (2000): International Economic: theory and policy*, 5 ed. (Boston Mass: Addison-Wesley).
35. *Lardic S. et Mignon V. (2002): Econométrie des séries temporelles macroéconomiques et finan-cières,* Economica.
36. *Mankiw G. (2002), Macroéconomie*, Deboeck.
37. *Ngouhouo I. (2008):* « Investissement directs étrangers en Afrique Centrale: Attractivité et effets économiques » Thèse de doctorat. Université du Sud Toulon-Var.
38. *Nguini Owana E. (1996): L'Etat et les Milieux d'Affaires au Cameroun: Autoritarisme, Ajustement au Marché et Démocratie (1975-1996),* CEAN-IEP DE BORDEAUX ET GRAP.
39. *Nkendah R. (2007):* « Bonne gouvernance et investissements directs étrangers en Afrique Subsaharienne à l'ère de la mondialisation des économies: le cas des pays de la CEMAC ». Université de Douala.
40. *Noumba, I. (2001):* « Le Marché du travail au Cameroun » GRAPES. Yaoundé II.
41. *OCDE (2002):* « Les entreprises multinationales dans des situations de conflits violents et de violations généralisées des droits de l'homme », Document de Travail.
42. *Omgba L. D. (2007):* « Stabilité du pouvoir politique et rente pétrolière dans les Etats africains ». CERDI, Université d'Auvergne.
43. *Philippe Michel (1989), Cours de mathématiques pour économistes*, Economica.
44. *Root F., Ahmed A. (1979),* "Empirical determinants of manufacturing direct foreign investment in developing countries", *Economic Development and Cultural Change*, Vol 27, N°4, pp. 751-767.
45. *Sachs, J. et Sievers S. (1998):* "FDI in African". *Africa Competitiveness Report*. Geneva: World Economic Forum.
46. *Serven, L. (1996):* "Uncertainty, Instability, And Irreversible Investment: Theory, Evidence", World Bank.
47. *Touna Mama et Tsafack Nanfosso R. (2000): L'économie Camerounaise: de la crise à la reprise*. L'Harmattan, Paris.
48. *Unctad (2008):* "Latest developments in investor-State dispute settlement", IIA MONITOR, vol. 1.
49. *Véron J.B. (2008):* "L'aide au développement face à la guerre », Centre des Etudes de Sécurité, France.
50. *Zelao, A. (2000):* « Le vote Comme Formule de civilisation des mœurs politiques au Cameroun au détour du procès démocratique ». Université de Yaoundé I.

© 2016 Global Journals Inc. (US)

This page is intentionally left blank

© 2016 Global Journals Inc. (US)